

Gourrier de Tourcoing

JOURNAL RÉPUBLICAIN HEBDOMADAIRE

ABONNEMENTS 6 mois fr. 2.50
un an fr. 5.00
Départements et étranger : le port en sus

Rédaction & Administration
43, Rue du Tilleul, TOURCOING

ANNONCES . . . la ligne, 15 cent.
Reclames id. 40 cent.
Demandes d'emploi id. 10 cent.

LE COURRIER DE TOURCOING est en vente :

au Débit de tabacs, Grand'Place
au Débit de tabacs, rue de la
Gloche, 31.
chez M. Cyrille Vannesbus, li-
braire, rue de la Dime.
chez M. Emile Vannesbus, libraire
rue du Midi.
A la Bibliothèque de la Gare.

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Lors de la discussion au Sénat au
sujet de l'abolition de la loi Falloux,
un sénateur du Nord, que les lauriers
de Maxime Lecomte empêchaient sans
doute de dormir, Monsieur Girard,
pour ne pas le nommer, présenta un
amendement tendant à interdire
l'enseignement à tout individu ayant
fait vou d'obéissance et de chasteté.

C'était sous une forme dérobée et
hypocrite, vouloir supprimer les col-
lèges dirigés par des prêtres séculiers
tels qu'il en existe à Roubaix, Tour-
coing, Douai et ailleurs. L'offre était
séduisante mais il paraît que le
moment n'est pas encore venu de
frapper ce gros coup, car le défrôlé,
tout en se pourléchant les babines se
vit dans l'obligation de mettre une
sourde à l'appât vorace du calman
de Douai, et mentia humblement un
répit de quelques mois, peut-être quel-
ques années pour mener à bien cette
œuvre de destruction.

Il est vrai que le président du Conseil
ne nous a pas habitués à cette tactique
de Temporisant mais il a rentré les
ongles devant cette proie facile qui lui
était offerte, c'est assurément dans la
crainte d'une indigestion. Aussi était-il
plutôt grotesque, quand il répondit
à l'impatient Girard qu'avant de s'atta-
quer au clergé séculier il fallait d'abord
purger la France de tous les congré-
ganistes autorisés ou non et ensuite
dénoncer le concordat, autrement dit
faire la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Cette séparation tant prônée
par les radicaux depuis plus de dix
ans est son épée de cheval, et il a
conscience que cette question capitale
côtera peut-être son portefeuille.
Aussi il temporise, il promet de s'en
occuper plus tard, mais il a bien soin
de ne pas fixer de date. Tous ceux qui
font partie du ministère de honte que
nous subissons, ont voté des deux
mains le budget des Cultes alors que
les révolutionnaires par la voix de
Dejaune les traitaient de vils réaction-
naires.

Cette question est un argument à
tirer qu'ils emploient indifféremment
pour attirer les convoitises des collec-
tivistes et pour maintenir dans le bloc
ces toupies hollandaises qui font la
honte du régime parlementaire. Aux
premiers Combes promet la séparation
de l'Eglise et de l'Etat dans un
temps plus ou moins reculé et aux
seconds il se défend d'y toucher. S'il
n'a pas pu donner une suite favorable
à la proposition de l'édenté Girard, il
lui a fallu cependant faire une conces-
sion, et c'est au cours d'une mémo-
rable séance qu'il a promis la laïcisa-
tion de l'enseignement primaire.
Il ne fut pas longtemps avant d'exécuter
sa promesse, car il vient de déposer sur

le bureau de la Chambre un projet de
loi tendant à enlever le droit d'ensei-
gnement dans les écoles primaires à tous
ceux qui sont autorisés par décrets
d'utilité publique. C'est ainsi qu'après
avoir déjà fait en 1903 une béatissime
de plus de dix mille écoles il s'apprête
à chasser les Frères des écoles chré-
tiennes, qui à l'exposition de Paris
obtenaient des médailles d'or pour
leur méthode d'enseignement et leurs
travaux d'art. Ces modestes éducateurs
du peuple qui ont instruit plusieurs
générations de citoyens Français
seront mis dans l'impossibilité d'ensei-
gner parce qu'ils ont déçu d'un
misérable défrôlé. En même temps
qu'eux seront expulsés ces admi-
rables religieux de tous ordres,
Enfant Jésus, Notre-Dame des Anges,
Sainte-Unioux, etc qui ont jeté dans le
cœur de nos mères cette foi vivace et
cette fierté toute française dont leur
front est auréolé. Tous disparaîtront,
c'est un renégat qui a signé leur arrêt
de mort, et qui trouvera des Judas
pour exécuter ses ordres.

Mais pour arriver à son but que de
dépenses ne faudra-t-il pas consentir ?
Combien de millions seront engloutis
dans ce gouffre béant. Outre que de
nombreuses écoles seront jugées néces-
saires pour loger les 900 000 enfants
qui reçoivent l'instruction dans les
écoles libres il faudra songer à une
augmentation du personnel ensei-
gnant.

Le moment ne semble pas bien
choisi pour le recrutement des insti-
tuteurs car il résulte d'un rapport très
sérieux de Monsieur Syman que les
écoles normales sont désertées. Voici
du reste ses propres paroles :

« Il est impossible de nier que les
jeunes gens qui forment la clientèle
de nos écoles normales désertent de
plus en plus l'enseignement. Dans
certains départements nous voyons
le niveau des concours s'abaisser par-
fois jusqu'à inquiéter les meilleurs
amis de l'Enseignement primaire.
Serait-ce donc que le dévouement
diminue et qu'il ne se trouve plus dans
notre pays assez de jeunes gens pour
se vouer à cet apostolat. Loin de là,
mais il faut vivre ».

Où il faut vivre, et pour vivre il faut
avoir de quoi, aussi sera-t-on obligé
de donner de nouveaux avantages,
d'augmenter les traitements, les
retraites, et pour y arriver c'est aux
contribuables que l'on s'adressera.

En déposant son projet de loi Com-
bes insinua adroitement que ces
exécution ne grèveront le budget que
de 25.000.000 mais il s'est ravisé depuis
et il a doublé la somme. Il est
encore loin de compte et nous pré-
voyons pour 1904-05 une augmenta-
tion sensible dans nos feuilles de con-
tributions.

Bientôt nous ne gagnerons plus
assez pour nourrir cette armée de fonc-
tionnaires et de ronds de cuir qui
s'attachent au flanc du budget, et
le sucent à blanc.

Certaines députés qui voteront ce
projet de loi, la mort dans l'âme,
(oh les braves gens) trouveront une
excuse devant leurs électeurs et lais-
seront entendre que cette loi n'est
nullement arbitraire puisque Combes
accorde un délai de cinq ans à ses
victimes. C'est une nouvelle hypo-
crite, c'est une infamie de plus car
il sait trop bien que près de 900 000
enfants ne peuvent trouver asile du
jour au lendemain et il compte sur la
bonité d'âme de ses victimes pour lui
venir en aide.

Là où les établissements scolaires
font défaut les religieux seront
maintenus, mais aussitôt que des
écoles seront construites on les chas-
sera, parce qu'on n'aura plus besoin

de leurs services. Voilà ce qu'ose
proposer un homme qui occupe un
rang élevé parmi nos maîtres du jour
et c'est à demander s'il est incon-
scient ou s'il se moque de nous.
ENER.

INFORMATIONS

Au Sénat, par 139 voix contre 102 a été
rejetée une proposition tendant à autoriser la
culture des laies dans tous les départements.
Après une discussion générale à laquelle ont
pris part M. Antonin Duboué, rapporteur, et le
ministre, M. Rouvier, le Sénat a ensuite en-
visagé l'examen des budgets des différents ministères.
Le passage à la discussion du budget des Cultes
a été voté par 200 voix contre 73.

— A la Chambre, malgré l'opposition du pré-
sident du Conseil, l'urgence a été votée, à une
majorité de 127 voix, au faveur de la proposition
de M. Mirman relative à la suppression de toutes
les décorations.

Après avoir voté le budget spécial de l'Algérie,
la Chambre s'est réunie à la discussion du nou-
veau régime des patrons.

A signaler, à la distribution : le projet Combes
interdisant à toutes les congrégations, même
autorisées, l'enseignement primaire, secondaire,
supérieur ; — un projet de M. Mirman tendant
à rendre facultative l'application, dans les élec-
tions municipales, du régime de la représentation
proportionnelle.

— M. Mercier, directeur des Affaires crimi-
nelles a soumis aujourd'hui, à la commission con-
sultative son rapport concluant à la reboviation de
la demande en révision de l'affaire Dreyfus.

— Le général O'Connor, commandant la divi-
sion d'Oran, est appelé à permurer avec le gé-
néral Herra, commandant la huitième division
d'infanterie au Mans.

— Il y aura au courant d'octobre 1904 deux
grandes manœuvres d'armée : l'une mettra en
présence le 7^e corps (Besançon) et le 9^e (Bour-
ges) et l'autre le 3^e corps (Rouen) et la 4^e (Le
Mans).

— Les médecins qui, depuis quelque temps,
observaient un grand malaise dans l'état de
la sœur de l'empereur Guillaume, la princesse
de Saxe-Meiningen, ont définitivement diagnostiqué
le cancer. La constatation est faite à la Cour.
L'empereur a pris une grande colère quand il
a été aperçu que les bulletins médicaux destinés
à passer sous ses yeux étaient falsifiés à son
usage.

L'empereur Guillaume vient d'assister, à
Hanover, aux fêtes jubilaires des anciens régi-
ments hanovriens. Il a, à cette occasion, prononcé
cette phrase qui a déchaîné une violente tempête
dans la presse anglaise : « Je suis à la santé de
la légion hanovrienne, en souvenir des exploits
incomparables par lesquels, avec Buehar et les
Prussiens, elle nous a fermés assiégés de l'arra-
chement à Waterloo ! »

C'est vrai, mais les compatriotes de Wellin-
gton n'en conviendront jamais.

REVUE POLITIQUE

Le Sénat discute à son tour, le budget de 1904.
L'insuffisance de recettes fixée par la Chambre
à 38 millions a été ramenée à 30 par la Com-
mission sénatoriale ; elle sera, comme on sait
convertie par un emprunt dissimulé sous les espèces
d'obligations à court terme.

L'intervention de rapporteur général, M. Antonin
Duboué, consœur l'appuyable, a été, cette année,
comme d'ordinaire, très intéressante.

Bien que du « bloc », M. Antonin Duboué est
sans ménagement pour les finances de son parti.
Il est obligé de reconnaître que le budget est en
déficit et que l'état de nos finances est loin d'être
aussi rassurant que voudrait le faire croire la
presse ministérielle.

On sait quel argument on a tiré des plus-values
des recettes de cette année, or M. Duboué n'a
aucune confiance dans cette augmentation sur
laquelle on se base déjà pour occuper l'avenir.
C'est un espoir chimérique, dit-il, car pour
relativer notre situation budgétaire, il faudrait
beaucoup de continuité dans l'économie, et les
plus-values sur lesquelles on peut compter ne
justifieront pas avant longtemps le continué
accroissement de nos dépenses.

En ce qui concerne les projets dont le caractère
commun est d'entraîner à cet accroissement (La
laïcisation, l'amélioration de sort des instituteurs
le service de deux ans, les retraites ouvrières et
tant d'autres articles de réserve du programme
collectiviste qui fait loi à la Chambre et même au
Sénat, — il y a sur le planche de quel genre
d'effrayante les caris à payer des laies
exercées.

Et il y a pourtant bien aussi des charges pré-
sentes : Depuis vingt-cinq la progression des
dépenses de certains services, comme celui de la
Marine, par exemple, est formidable, et M. Antonin
Duboué déclare impitoyablement que les efforts

seront portés dispersés et les frais généraux mul-
tipliés à plaisir ; le matériel est cassé à un déve-
loppement exorbitant du personnel ; a Toutes les
réformes qu'on a votées sont restées vaines, et
la dette des millions, employés en pure perte,
continue toujours.

« Si l'effort nécessaire pour dégruger les budgets
de la Guerre et de la Marine des disponibilités
possibles n'est pas fait, il faudra, conclut le loyal
et courageux orateur, ou augmenter les impôts
ou renoncer à faire les dépenses nécessaires ».

Voilà devant quelle alternative l'homme le plus
autorisé peut-être de tout le Parlement en pareille
matière de budget place très nettement le pays
républicain.

On n'a peut-être pas oublié avec quel éclat de
rire un peu forcé la presse du « bloc » affecta
d'accueillir le groupement qui sous la dénomina-
tion très heureuse de « Fédération Républicaine »
se fit le mois dernier de toutes les associations
éprouvées de l'opinion progressiste et des forces
démocratiques du libéralisme pur sang républicain.

Un homme énergique, politique et discipliné,
homme d'action au maximum, disait-il de lui-
même, accepta de diriger cet effort discipliné
contre les entreprises jacobines qui furent tou-
jours le prétexte des pires réactions. Cet homme
est M. Eugène Motte, le maire et le député de
Roubaix arraché par lui à la domination col-
lectiviste.

De côté du « bloc » on croyait l'opposition
républicaine couragée et encouragée, mais la
« Fédération » n'existe que depuis quelques
jours à peine et voilà nos républicains qui déchantent
et rient jaune. Les frouzes, la hideuse frouze est
à leurs chausses !

« Le bloc » est en danger ! A peine débarqué
d'une tournée de propagande qu'il vient de faire
en province, M. Henry Bréanger, le principal
rédacteur du plus ministériel des journaux,
« l'Action », pousse le cri d'alarme : « On a ri,
dit-il devant les adhésions de cette Fédération ré-
publicaine, on l'a surmoussé et le parti des fan-
tômes », le musée des antiques. C'est fort spirituel
mais c'est faux !

« Je ne puis pourtant pas, ajoute le directeur de
« l'Action », dissimuler à nos amis de Paris,
trop aisément dupes des apparences, le danger
qui nous menace pour les élections municipales
et législatives ».

M. Henry Bréanger a raison, il ne se trompe
que sur un point, c'est quand il s'en prend un-
iquement, ce réveil de l'opinion en province, à
la Fédération Républicaine. Qu'il le sache bien,
M. Combes et tout le « bloc » ont singulièrement
favorisé la tâche de nos vaillants amis.

LA LOI DU SUCÈS

Rien n'est tant à redouter pour un parti poli-
tique que l'apitôse de parti mort. Tous pré-
sidents à la vie, tous parlent de marcher de l'avant.
C'est peut-être pour cela, d'ailleurs, que nos
pétitions tant...

En tous cas, l'histoire politique tout entière
est une preuve évidente de ce que le succès a
toujours favorisé les partis d'actions, leur idéal
fut-il borné étroit et ridicule, eux dépens des
partis de réaction. Il doit y avoir là une loi
positive identique à celle du mouvement perpé-
tuel. La masse agressive se porte toujours vers
l'action réelle, bonne ou mauvaise. Comme un
poids mort, elle ne se déplace qu'en vertu d'une
statique spéciale.

Et c'est de celle-ci qu'il s'agit d'abord de dé-
terminer les lois, afin d'y conformer ses efforts
pratiques.

Si nous examinons la situation présente, nous
constatons que la majorité est toute anticléricalle,
et n'est que cela. C'est un fait, rien n'est plus
brutalement exact qu'un fait.

Examinons-le, l'anticléricalisme (avec sa
jégonne pas loi, est né d'un homme de haute
volonté, Drumont, l'anticléricalisme a-t-il une
origine comblable ? Non ! Ni Combes, ni Ferry,
ni Gambetta, n'étaient des génies ; et d'ailleurs,
l'anticléricalisme n'est pas né d'eux... Le savant
chimiste du parti, Barthélemy lui-même, serait
tout aussi incapable d'un ordre dans ses courses
qu'il a été et sera incapable d'y créer de la
matière vivante.

L'anticléricalisme fôte dans l'atmosphère
humaine comme l'air ou les nuages. Les adeptes
ne font qu'un respirer leur bruyamment en même
temps qu'ils tentent de nous intoxiquer par le
même moyen. C'est tout.

L'anticléricalisme, est-il alors une idée jaillie
spontanément de la cervelle humaine ? Peut-être.
L'anticléricalisme et l'antireligion se confondent :
la religion existant, son appât devait surgir
d'après cette étrange loi de symétrie, dont la
philosophie positiviste constate constamment les
effets, et qui veut que la négation se retrouve
toujours à côté de l'affirmation, et la non-être
via à vie de l'être. Une fois né, des esprits ambi-
tieux devaient fatalement s'emparer pour en
faire un moyen de succès.

Pourquoi ont-ils réussi ?
L'idéal anticlérical, nous l'avons vu, n'est pas
né d'un homme de génie ; disons plus, il n'a
rien que de bien banal et de bien filogène.
L'honneur est trop, lui-même, pour agir gra-
tuitement et il s'enlève avec nous jour sans un

empêcher aussitôt un autre, le jong caler tout,
à peu près purement imaginaire.

On veut connaître l'honnêteté à l'égal, mais
ce n'est que pour le couler sur l'homme.
Honnêteté de la France-Monarchie. A tout prendre
nous perdrons au change.

Mais alors, va-t-on nous dire, si vous n'expli-
quez le succès de l'anticléricalisme, ni par la
réaction de ses hommes, ni par celle de sa doc-
trine, à quel donc pouvez-vous l'attribuer ?
Uniquement à ce que ce parti était celui de
la substitution d'un idéal nouveau à un idéal
ancien, et bénéficiaire de certains qu'on a
changés, et cela surtout en France et les
caractères sont tous plus ou moins idéalistes
admirateurs de la nouveauté.

Si vous voulez que je m'explique sous une
forme plus cavalière, je vous dirai que c'est
un parti qui va de l'avant et que nous, nous
avons laissé croire trop souvent que nous, nous es-
simons, nous sommes de l'arrière. Nous nous sommes
malheureusement contentés de nos combats, et
qu'il fallait surtout nous préoccuper d'expliquer
et de montrer notre accord d'intentions avec un
idéal nouveau... tout aussi bien qu'un.

On nous inflige l'épithète de réactionnaire. Avouons
même bien en l'énergie cordiale de l'étranger ?

CHRONIQUE LOCALE TOURCOING L'ARBRE DE NOEL à l'U. S. et P.

Ainsi que nous l'avons annoncé dans
notre dernier numéro des distributions
de vêtements, de guiloches et de
coquilles ont été faites dans quatre
quartiers de la ville, par les soins du
Comité de l'Arbre de Noël dont le siège
est Rue du Tilleul.

Les années précédentes toutes la
distribution se faisait au local même
de l'U. S. et P. mais cette année en
présence du grand nombre de familles
inscrites, le Comité s'est vu forcé de
faire cette distribution de différents
côtés. D'ailleurs chaque famille in-
scrite avait reçu une convocation
indiquant l'endroit où elle devait se
présenter.

Il y eut quatorze cents familles
inscrites, représentant le nombre
respectable de quatre mille cinq cents
enfants. Si le Comité n'avait pas eu
foi en la générosité proverbiale des
familles fortunées de Tourcoing, il
eût reculé devant cette tâche lourde
autant qu'ingrate, mais il s'est un
courageusement à l'œuvre et les dons
ont afflué avec une abondance en
rapport avec le nombre des familles à
soulager.

Merci à nos généreux concitoyens,
merci pour ces petits enfants qui ont
soigné des douceurs de la vie, et qui
trouveront dans un vêtement bien
chaud une enveloppe contre les ma-
laises du froid. Ajouter à cela une
paire de guiloches, une coquille, etc.,
à chaque enfant et vous vous serez une
idée de l'ingéniosité qu'on doit déployer
les membres du Comité pour réunir
autant de lots.

Honneur donc au Comité de l'Arbre
de Noël et merci à ses membres MM.
Paul Castellin, Arthur Duvilleil, René
Democremant, Jean Voreux, René
Vrannot.

A l'U. S. et P. la distribution a
commencé à neuf heures et demie,
mais en avançant, on l'absence de
Monsieur Léon Monnier, Monsieur
Charles Herbaut, vice-président de
l'U. S. et P. a pris la parole pour
excuser l'absence du Président de l'U.
S. et P., puis en termes très émus,
fit le procès de cette charité phi-
lanthropique professée à la Malin, et
plus de la moitié des enfants de Tour-
coing sont traités de paillard. Il a été
heureusement opposé notre façon
nous de faire la charité. A la Malin.